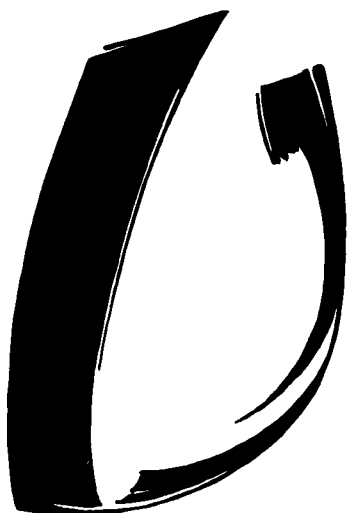


BULL : RETOUR A LA CASE DEPART ?

LA PERSPECTIVE DU
RETOUR DU GROUPE
BULL AU SECTEUR
PRIVE EST DESORMAIS
OUVERTE PAR
L'ADOPTION, AU
PARLEMENT, DES
ARTICLES 4 ET 8 DE LA
LOI "HABILITANT LE
GOUVERNEMENT A
LEGIFERER PAR
ORDONNANCES EN
MATIERE ECONOMIQUE
ET SOCIALE".



1) Les accords passés entre HIS et le gouvernement français sont restés secrets. A l'époque on a évoqué l'existence d'une lettre de P. Dreyfus (ministre de l'Industrie du premier gouvernement Mauroy) garantissant à HIS que CII-HB "continuerait à être gérée comme une entreprise privée".

Ce goût du secret est décidément une fâcheuse habitude : les accords de 76 passés par M. d'Ornano livrant le secteur informatique à HIS ont également été tenus secrets.

2) HIS : Honeywell Informations Systems est la filiale pour l'informatique du groupe Honeywell dont on annonce périodiquement le retrait du marché de l'informatique. Il est vrai que les ordinateurs sont loin d'être la seule ni surtout la plus

ne occasion de revenir sur le bilan de la nationalisation de ce groupe et de faire le point sur les dangers qui, de nouveau, menacent le principal constructeur français d'ordinateurs.

Dans sa composition actuelle, le groupe Bull résulte de l'absorption de SEMS (ex-Thomson) et TRANSAC (ex-CGE) par CII Honeywell Bull. Ce ne fut pas sans peine, notamment pour la nationalisation de CII-HB. En effet, cette société ne figure pas dans la loi de nationalisation votée par le Parlement en février 1982. C'est à l'issue de longues négociations que le gouvernement Mauroy obtenait, moyennant concessions (1) et rachat, que la participation de HIS (2) au capital de CMB (3) soit ramenée de 47 %

à 19,9 %. Depuis, cette participation est descendue à une valeur quasi-symbolique - 2 % - HIS n'ayant souscrit à aucune des trois augmentations de capital de CMB. Par contre, de nombreux accords "techniques" (brevets, commercialisation, fabrication) continuent à régir les relations entre Bull et HIS.

La seconde phase de la nationalisation a consisté à évincer Saint-Gobain-Pont-à-Mousson (également nationalisé) du capital et à transférer à l'Etat les titres détenus par les actionnaires privés.

La troisième phase a combiné la constitution du groupe avec SEMS et Transac et un effort soutenu de financement par l'Etat - plus de six milliards sur quatre ans, dont quatre milliards d'apport de capital - la Direction générale de télécommunications (DGT) assurant la tutelle.

UN REDRESSEMENT FRAGILE

Quatre ans plus tard, le redressement tant vanté par les dirigeants actuels (J. Stern, F. Lorentz) et les responsables socialistes apparaît indéniable. Le pari du retour à l'équilibre financier en 1985 a été gagné ; la situation industrielle, technique et commerciale du groupe s'est améliorée, de même que l'image de marque. Encore faut-il y regarder de plus près...

Grâce à l'apport de capitaux (publics), des investissements industriels très importants ont pu être réalisés : modernisation de l'usine d'Angers, construction d'une usine ultra-moderne à Villeneuve d'Ascq... Première conséquence : le rétablissement de la situation du DPS7 (4).

Pour autant, les problèmes d'industrialisation sont loin d'être réglés comme en témoigne le sort préoccupant - difficultés de fabrication entraînant l'allongement des délais de livraison - des nouveaux matériels de Bull Semis (SPS7, SPS9). La gamme des produits Bull est aujourd'hui très étendue (cartes magnétiques, micros, frontaux, ordinateurs de moyenne et grande puissance, etc.) et constitue ainsi une offre assez complète. Mais, derrière ce succès, un problème surgit : la plupart de ces matériels sont le résultat d'accords de "coopération" avec d'autres entreprises qui sont à la fois privées et étrangères : Ridge Computers, Convergent Technology et naturellement, HIS. La raison invoquée par la direction est connue : impossibilité pour Bull de "tout faire soi-même" consécutive à sa situation financière (5) et l'héritage de dépendance technologique vis-à-vis de HIS.

A cette dépendance unique s'est en fait substituée non une plus grande autonomie mais... une dépendance multiples à l'égard de "partenaires" à la fiabilité discutable : l'engagement

rentable des activités de la multinationale américaine qui s'est en son temps, illustrée par sa participation active et profitable à la guerre du Vietnam : automatismes divers et bombes à billes.

3) CMB : la compagnie des machines Bull est la holding qui assure le contrôle financier du groupe Bull.

4) DPS7 : ordinateur de moyenne puissance qui constitue le cœur de la gamme Bull et le gros des ventes.

5) En 1981, CII-HB était totalement sous-capitalisée, quasiment exangue, les divers actionnaires privés successifs (Thomson, CGE, HIS, St-Gobain) ayant refusé

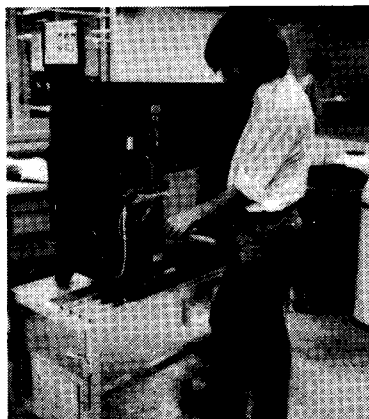
durable de HIS dans l'informatique est sujet à caution, la fragilité financière de Ridge fait peser une lourde menace sur l'avenir du SPS9, le fiasco de Trilogy a obligé à choisir en catastrophe une unité centrale (NEC, groupe japonais) pour assurer la suite du DPS7 (6). Or, quatre ans après la nationalisation, seul le DPS7 est considéré comme une véritable produit maison. On est loin, comme on le voit, de l'ambition du développement d'une véritable informatique française proclamée lors de la nationalisation.

LE FANTOME DE LA FILIERE

Le constat du maintien de la dépendance technologique de Bull (7) nous conduit naturellement à exhumer un cadavre : la fameuse filière électronique. Selon les experts socialistes, la nationalisation de CII-HB s'inscrivait dans un projet vaste et cohérent. Finie la politique dite des "créneaux" en vigueur sous Giscard ! Il s'agissait en nationalisant CII-HB, mais aussi Thomson, CGE et Matra, de donner à l'Etat la maîtrise d'un secteur stratégique depuis les composants jusqu'à la conception et la fabrication d'une gamme complète de produits. Cette orientation a connu son heure de gloire lorsque J.P. Chevènement était ministre de l'Industrie et de la Recherche ; ainsi, le rapport rédigé par A. Farnoux dressait les grandes lignes d'un Plan d'action filière électronique (PAFE) : injection massive de fonds publics, pilotage des coopérations techniques et industrielles, plan informatique pour tous et en conséquence, création de 80 000 emplois dans le secteur électronique.

Las ! Peu à peu gagnés au culte de l'entreprise et submergés par la vague libérale, les dirigeants socialistes devaient progressivement abandonner le PAFE : absence de réelle coopération entre les entreprises nationalisées de la filière, limitation des fonds publics (8). Seuls quelques projets spécifiques témoignent tels des vestiges de l'existence éphémère de la filière électronique.

Ce renoncement a eu des conséquences sur l'emploi et la stratégie industrielle. Loin de créer



sé tout effort d'investissement.

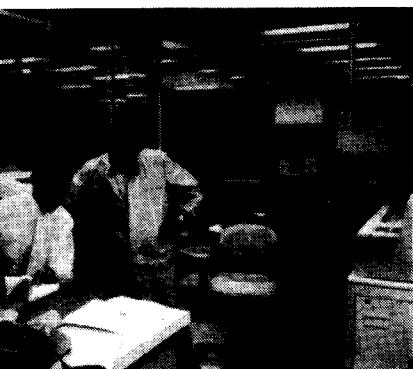
6) Détournement inévitable pour occuper le créneau des ordinateurs de moyenne puissance en attendant la conception d'un nouveau matériel ou tournant durable vers une simple francisation de la gamme NEC ? Il est sans doute trop tôt pour porter un jugement décisif mais la question mérite d'être posée.

7) R. Barre, dans "Le Monde Informatique" de mars 86, s'interroge gravement sur la dégradation de "notre indépendance technolo-

les 80 000 emplois espérés, les entreprises de la défunte filière ont connu suppressions d'emplois et licenciements. Chez Bull, la fin de l'année 1984 a vu la mise en œuvre d'un prétendu Plan d'adaptation économique et social (PAES), débouchant sur 930 suppressions d'emplois à CII-HB saupoudrés par établissement et par service selon un véritable système de quota dont la direction n'a évidemment pu apporter aucune justification économique. Ce PAES a donné lieu à une chasse aux "canards boiteux", les différentes hiérarchies désignant les victimes expiatoires parmi les salariés qui n'avaient plus l'heur de leur plaire.

Grâce aux mobilisations du personnel (grèves, manifestations, occupation symbolique du Siège, interventions auprès des pouvoirs publics), cette opération lamentable s'est essentiellement traduite par des départs en pré-retraite. N'empêche l'inquiétude demeure : s'agissait-il d'un exorcisme destiné à montrer que Bull était gérée dans le cadre de la "politique de rigueur" ou bien de l'amorce d'une politique systématique de réduction de l'emploi ? D'autant que l'année 1986 ne s'annonce pas sous les meilleurs auspices : menaces sur l'avenir industriel à Grenoble, nouveaux plans de réduction d'emplois dans les usines d'Angers et Belfort.

La deuxième conséquence concerne les choix stratégiques : la gauche prétendait substituer la logique de la filière à la logique des créneaux : aujourd'hui, l'abandon du PAFE a conduit Bull à adopter une logique de groupe industriel autonome, certes beaucoup moins étriquée que ne le fut la politique giscardienne en matière d'informatique mais désinséré de tout projet global, d'où le recours systématique aux accords avec des entreprises américaines ou japonaises. Cela permet d'étoffer le catalogue mais ne règle en rien les problèmes de dépendance technologique.



Plus grave encore, la logique de groupe jointe à l'objectif fixé par L. Fabius du retour à l'équilibre pour 1985 conduit à adopter des critères de gestion essentiellement financiers. C'est ainsi que l'année 1985 a vu deux décisions lourdes de conséquences pour l'avenir : l'arrêt de l'activité du service "Procédé VLSI" des Clayes-sous-Bois (9) et l'abandon des distributeurs bancaires au profit d'un accord - encore - avec Olivetti (10). Inutile de dire que, dans ce cadre, l'informatique est désormais considérée comme une activité industrielle et un business comme un autre. Que l'informatisation de la société, ses matériels, ses rythmes et ses modalités soit d'abord un problème social, un choix stratégique aux multiples implications y compris culturelles et, pour tout dire, un enjeu de société ne risque plus de hanter les rêves des managers du secteur ou des responsables politiques.

Sans doute, est-ce finalement la faillite la plus grave de la gauche : comme naguère le gaullisme avait étouffé tout débat sur le nucléaire, la social-démocratie a réussi à force de conformisme économique à occulter tout débat réel sur la maîtrise par la société, les travailleurs, les citoyens du développement de l'informatique et de l'informatisation. Ce vide ne manquera pas d'être comblé : en l'absence d'autre alternative, c'est le modèle importé par les multinationales nord-américaines et japonaises qui va imposer sa logique. D'autant que les projets de déréglementation en matière de télécommunications risquent de faire de la France le prochain théâtre d'opérations de la bataille que se livrent ATT et IBM... (11)

L'ENGRENAGE DE LA PRIVATISATION

Inscrite sans ambiguïté dans la liste des dénationalisations prévue par la droite, Bull est déjà engagée dans l'engrenage. Sans attendre le 16 mars 1986, la direction du groupe a amorcé le processus.

Les pouvoirs publics ne s'engageant plus sur de nouveaux financements, MM. Stern et Lorentz ont annoncé au Conseil d'administration de février 1986 que Bull allait faire appel au marché financier. Non plus sous forme d'emprunts ou d'obligations mais par l'émission d'obligations à bons de souscriptions d'actions.

Sans attendre sur cette technique financière au demeurant complexe, cela va aboutir lors des prochaines augmentations de capital à faire rentrer le capital privé dans le capital de CMB. On parle de 10 % du capital... Or, le capital privé est d'ores et déjà présent : 6 % de manière effective et beaucoup plus potentiellement. En effet, en 1983, la prise de contrôle par l'Etat s'est opérée grâce à un mécanisme assez peu usité : les anciens actionnaires se sont vus remettre des obligations échangeables contre des actions. Non seulement, cela leur a permis de toucher un intérêt de 12 % l'an (12) mais encore ils peuvent à tout moment échanger leurs obligations contre des actions et même souscrire rétroactivement aux augmentations de capital auxquelles l'Etat a procédé en 1983, 1984 et 1985. En pratique, cela signifie que si tous les anciens actionnaires privés (13) procédaient à cet échange et souscrivaient aux augmentations de capital passées, ce sont près de 40 % du capital de CMB qui échapperaient au contrôle direct de l'Etat. Emission d'OBSA plus vente d'un paquet limité d'actions et le tour est joué...

Le risque existe donc que s'opère une privatisation en douceur et que l'on en revienne insensiblement à la situation d'avant 1981 dont on connaît pourtant le caractère désastreux : des actionnaires privés refusent d'investir, tirant à hue et à dia, plus intéressés par le marché relativement protégé, des administrations que par le développement réel de l'entreprise. Le personnel de Bull et les contribuables ne pourraient alors que contempler avec amertume ce nouveau gâchis. Peut-être une nouvelle affaire Bull...

FRANÇOIS DUVAL

gique" en passant sous silence... la responsabilité des gouvernements de droite avant 81.

8) CII-HB fait plutôt figure d'heureuse exception.

9) Cette décision réduit à néant 6 ans d'efforts et accroît la dépendance de Bull en matière de technologie avancée (composants). Quand on pense que le "Plan composants" était un des piliers de la filière électronique !

10) La filiale créée sanctionne la dépendance vis-à-vis d'Olivetti sur le plan technique et stratégique (Olivetti possède 51 % du capital).

11) Eric Le Boucher, "Le Monde" 16 mai.

12) inutile de dire que la politique salariale pratiquée chez Bull pendant le même temps était bien loin d'atteindre ce chiffre !

13) Parmi les anciens actionnaires "privés", on compte en réalité également des institutions financières et des banques nationalisées mais pour combien de temps ?